L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 11 JANVIER 1851.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE.
No. 83, rue de Chartres

JOURNAL OFFICIEL de l'Etat, du Conseil-Général, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Liquidation.

NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI MATIN, 11 JANVIER.

☞ Pour le FEUILLETON, voir la seconde page.

CORRESPONDANCE ENTRE M. WEBSTER ET LE CHARGÉ D'AFFAIRES D'AUTRICHE.

La malle nous a apporté hier la correspondance échangée entre l'honorable Daniel Webster, secrétaire d'Etat, et le chevalier Hulsemann, chargé d'affaires d'Autriche. Cette correspondance dont le Sénat avait sollicité la production lui a été soumise le 30 décembre, et paraissait le lendemain dans tous les journaux de Washington. Les Etats-Unis, on le sait, avaient envoyé en Hongrie, pendant la guerre que ce dernier pays soutenait contre l'Autriche et la Russie coalisées, un agent chargé d'observer les événements et d'instruire avec exactitude le gouvernement américain de la tournure que prendraient les choses. L'intention du général Taylor était sans doute de reconnaître l'indépendance des Hongrois, dans le cas où le succès répondrait à leurs héroïques efforts. Mais la lutte ayant eu pour ces derniers une issue désastreuse, l'agent américain, M. Dudley Mann, a été rappelé à ce propre requête.

Il paraît que la mission de M. Mann a fort scandalisé l'empereur d'Autriche, mais il s'est abstenu de manifester sa mauvaise humeur, tant que le secret a été gardé par notre gouvernement. Le sénat cependant s'étant avisé au mois de mars dernier de demander communication des instructions fournies à M. Mann, le public a été mis dans la confidence de ce qui s'était passé. Il n'en fallait pas tant pour allumer la colère de Sa Majesté l'empereur, et le chevalier Hulsemann, son chargé d'affaires à Washington, reçut l'ordre de protester formellement contre l'acte de notre gouvernement. La dépêche officielle parvint M. Hulsemann au moment où le président Taylor venait d'expirer. Le chevalier ajourna donc en protestation autant par déférence pour la nouvelle administration que pour lui permettre de s'organiser, et ce n'est que le 30 septembre 1850 que M. Webster reçut la note du chargé d'affaires d'Autriche.

Comme après avoir établi les faits que nous venons d'indiquer sommairement, déclare sans se gêner les moins du monde que les Etats-Unis, en envoyant un agent en Hongrie, ont violé les principes qu'ils ont toujours proclamés et qui consistent à ne jamais intervenir dans les affaires des nations étrangères. Il ajoute que nous nous sommes par la exposés à être traités de la même manière par celles-ci, et le malheureux mot de représailles est tombé de sa plume. Quant à M. Mann, dit-il, le gouvernement autrichien ne pouvait le considérer que comme un espion, et le chevalier insinue fort charitablement que notre malheureux agent eut été traité comme tel s'il fût tombé entre les mains des Hongrois. Ah! M. Mann, vous l'avez échappé belle; et vous ne vous doutez certes pas, quand vous fraternisiez avec les Magyars, qu'une puissance aussi connue vous était réservée dans le cas où il vous eut plu de visiter Vienne.

M. Hulseman ne trouve à redire dont il accuse notre gouvernement qu'une excuse, c'est la profonde ignorance où nous étions des immenses ressources militaires dont dispose l'Autriche. Le noble chevalier rappelle fort maladroitement à ce propos la fuite que cette dernière fit naguère à du secours contre la France. Pour son malheur il a ajouté que les Français sont entrés à Vienne, et que cette capitale allait tomber aux mains des Hongrois lorsque ses Russes sont venus pour la sauver!

Le reproche de M. Webster est un des documents les plus remarquables qui aient encore paru. Elle porte la date du 21 décembre. L'honorable secrétaire aborde la question de front et la traite avec une habileté consommée. Il n'a que le gouvernement des Etats-Unis ait violé le principe de non-intervention en envoyant un agent en Hongrie. M. Mann était uniquement chargé d'observer les événements, et n'eut en rien à se mêler de ceux d'un empire. Quant aux instructions qu'il a reçues, elles étaient secrètes et ne pouvaient pas être lues de l'empereur d'Autriche. Elles ont été publiées dans un moment où la requête du Sénat; notre gouvernement n'est pas coutumier de pouvoir exécuter la communication de ses actes au pouvoir législatif. C'est à une affaire d'intérieur à laquelle les nations étrangères n'ont rien à voir, dont le gouvernement autrichien, en venant se mêler à cette querelle, se commit lui-même la faute dont il nous accuse, il est intervenu dans nos relations intérieures. Et pourtant, comment concilier tout le gouvernement américain n'a-t-il pas averti les cabinets étrangers que les communications adressées par le pouvoir exécutif à l'une ou l'autre Chambre du Congrès étaient d'une nature toute confidentielle? S'il avait pris la précaution d'avertir l'empereur d'Autriche, pendant la guerre de Hongrie, d'adresser une missive à Kossuth et à toutes les membres du gouvernement provisoire pour les engager à ne pas suivre l'exemple pernicieux des Etats-Unis, conçoit que le gouvernement américain se serait cru offensé? Nullement.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, continue M. Webster, ne s'imagine sans doute pas que nous puissions rester spectateurs indifférents des grands événements qui se sont accomplis en Europe à la suite de la révolution de février 1848. Mais cet intérêt que les Etats-Unis ont pu éprouver devaient prendre, comme toutes les autres actions intelligentes, aux péripéties du drame européen, ne les a jamais portés à violer le principe dont ils se sont dès le principe fait un axiome et vis-à-vis des nations étrangères. Ce principe, ils ne craignent pas de l'avouer, toutes les sympathies étaient acquises aux peuples qui luttaient pour conquérir la liberté et établir chez eux le gouvernement démocratique. Les Etats-Unis sont le type du gouvernement du peuple par le peuple; c'est là leur caractère propre et essentiel, et ils ne peuvent pas le dissimuler. Il leur serait impossible, même s'ils le voulaient, de cacher au monde la cause originelle de la prospérité inouïe dont ils jouissent aujourd'hui, de leur grandeur, de leur puissance, du rang élevé qu'ils occupent parmi les nations. L'Amérique réagit sur l'Europe, cela est vrai; les hommes républicains tendent à s'implanter sur le Ancien Monde et nos idées démocratiques y trouvent de l'écho, cela est évident, mais le fait, irrécusable. Eh bien! pouvons-nous empêcher qu'il en soit ainsi? Pouvons-nous renier notre origine, abjurer notre passé? Non, cent fois non; et rien ne nous empêche de dire que nous sommes les premiers à nous réjouir de voir les peuples d'outre-mer se donner les mêmes institutions que les monarques européens, frustes à leur origine, s'efforcent de provoquer un effet contraire en dénonçant la forme du gouvernement que nous avons adoptée. Avons-nous jamais songé à protester?

M. Webster lui-même avec une adresse admirable un reproche qui paraît presque invoquer contre lui et qui amène naturellement, entre l'Union américaine et l'Autriche. Notre réponse, selon, couvre une immense étendue de terrain, et elle est si vaste qu'aujourd'hui elle les possessions de la noble maison de Hapsbourg réunies sont à peine le tiers sur la terre. Sa population, qui est deux de vingt-cinq millions d'âmes, n'est pas celle de l'empire autrichien avant que M. Hoselmann eût cessé de remplir auprès de ce gouvernement les honorables fonctions dont il est chargé. Quant à notre puissance, elle est visible partout. Il est donc permis aux Etats-Unis de chérir une forme de gouvernement qui les a portés si haut en si peu de temps et d'éprouver quelque sympathie pour les peuples qui cherchent à les imiter. Mais entre cette sympathie naturelle et la violation de tout droit gens il y a une différence immense.

Le secrétaire d'Etat relève avec bonheur un mot échappé à M. Hulsemann. Celui-ci avait parlé de la profonde ignorance à l'endroit de ce qui s'était passé en Hongrie, pendant la révolution dont ce pays a été le théâtre, et l'avait attribuée aux *rumeurs mensongères* que répandaient américaine hostile propriétaires. Il répond M. Webster, toutes nos nouvelles étaient puisées dans vos journaux européens; si donc il y a eu des mensonges, la presse européenne n'en est pas coupable.

Nous regrettons de ne pouvoir citer l'honorable secrétaire dans les développements qu'il donne à ce propos; cette étude nous paraît un peu trop fine. La note de Kossuth par quelques phrases sarcastiques d'une légèreté fort déplacée, renferme une vérité dont ils ne